

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, le 13 avril 1993, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'agrément des auteurs de projets de plans particuliers d'affectation du sol", a donné le 3 mai 1993 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 13 april 1993 door de Minister Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve "betreffende de erkenning van de ontwerpers van bijzondere bestemmingsplannen", heeft op 3 mai 1993 het volgend advies gegeven :

Examen du texte.Proposant.

Comme le Conseil d'Etat l'a, à de nombreuses reprises, rappelé, les secrétaires d'Etat ne font pas partie de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale. Il y a donc lieu d'omettre, dans le proposant, les mots "et du Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre Président" et, dans la signature, les mots "Le Secrétaire d'Etat R. HOTYAT".

Dispositif.

Il est proposé de compléter la disposition en projet par la définition de l'administration et d'écrire :

"Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- 1° "ministre" : le membre de l'Exécutif qui a l'urbanisme dans ses attributions;
- 2° "administration" : l'administration de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire".

.../...

Article 2.

Cette disposition se borne à annoncer les articles 4 et 5 de l'arrêté en projet. Elle est inutile et doit donc être omise.

Article 3 (devenant l'article 2).

Vu l'omission de l'article 2, la disposition doit être rédigée comme suit :

"Art. 2. L'agrément en qualité d'auteur de projet pour l'élaboration de plans particuliers d'affectation du sol, est accordé pour une durée de cinq ans renouvelable pour une ou des durées identiques.

Cette durée prend cours à la date de notification de l'agrément ou de son renouvellement".

Article 4 (devenant l'article 3).

Les termes "une institution belge ou assimilée d'enseignement universitaire ou supérieur de type long" sont ambigus. Il convient de les préciser.

Sous cette réserve, le texte suivant est proposé :

"Art. 3. Pour être agréées, les personnes physiques doivent :

.../...

- 1° soit être en possession d'un diplôme en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme, délivré par ...;
- 2° soit justifier d'une expérience ou de qualifications permettant de les assimiler aux détenteurs d'un tel diplôme, par la production de projets de plans ou de documents similaires élaborés par elles et dont la qualité est conforme aux règles de l'art".

Article 5 (devenant l'article 4).

Le texte suivant est proposé :

"Art. 4. Pour être agréées, les personnes morales doivent :

- 1° avoir comme objet social l'aménagement du territoire ou l'urbanisme;
- 2° compter, parmi leurs dirigeants ou les membres de leur personnel, au moins une personne physique justifiant de la condition prévue à l'article 4;
- 3° s'engager à affecter cette ou ces personnes, dont le nom devra apparaître sur tous les documents produits, à l'élaboration de plans particuliers d'affectation du sol".

.../...

Article 6 (devenant l'article 5).Alinéa 1er.

Vu la définition donnée par l'article 1er, 2°, les mots "de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire", sont inutiles et doivent être omis.

Alinéa 2.

1. Le début de l'alinéa 2 doit être rédigé comme suit : "Elle est accompagnée des documents et renseignements suivants :".

2. Au 1°, au point b), du texte français, les mots "les diplômes d'aptitudes" sont inadéquats. Mieux vaut écrire : "les diplômes".

Le texte suivant est proposé pour le b) :

"b) une note, accompagnée des justificatifs adéquats, décrivant les compétences, les diplômes, l'expérience professionnelle ... (la suite comme au projet);".

3. Le texte suivant est proposé pour le 1°, point c) :

.../...

"c) l'agrément éventuellement octroyé dans une autre région ou à l'étranger pour élaborer des projets équivalents ou comparables à un projet de plan particulier d'affectation du sol;".

La même rédaction est proposée pour l'alinéa 2, 2º, f).

4. Le texte néerlandais du 1º, point d) devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis. La même observation vaut pour le 2º, point g).

5. Au 1º, point e), l'énumération ne peut être interrompue par des phrases incidentes. La même observation vaut pour le 2º, h).

Il faut reporter ces phrases à la fin de la disposition sous la forme d'un alinéa 3 nouveau commençant par les mots "En ce qui concerne les engagements prévus à l'alinéa 2, 1º, e) et 2º, h), ...".

Le texte néerlandais du 1º, point e) devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Alinéa 2, 2^o.

1. Le point a) serait mieux rédigé comme suit :

"a) sa forme juridique, sa dénomination ou sa raison sociale, son siège social, l'identité et la qualité du signataire de la demande;".

2. Le point b) semble avoir pour conséquence d'exclure toute possibilité d'agrément des personnes morales dont les statuts et les actes de nomination des administrateurs ne doivent pas être publiés dans les annexes du Moniteur belge, c'est-à-dire des personnes morales étrangères; une telle exclusion est contraire aux principes de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services, que consacrent les articles 52 et suivants et 59 et suivants du Traité instituant la Communauté économique européenne.

Par ailleurs, dans les cas où les statuts et le dernier acte de nomination des administrateurs ont été publiés, il serait plus simple d'exiger une copie du texte publié.

Le texte doit donc être revu.

3. Le point c) serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"c) la liste nominative des administrateurs, gérants et personnes pouvant engager la personne morale, ainsi que des personnes affectées à l'élaboration de plans particuliers d'affectation du sol;".

4. A propos des termes "pour chacun d'entre eux" figurant au point d), se pose la question si l'exigence, dans le chef de chacune des personnes visées au c), de posséder les compétences, les diplômes et l'expérience professionnelle requises n'est pas excessive compte tenu de l'objectif poursuivi par l'arrêté en projet.

Le texte doit donc être revu.

5. Dans le texte néerlandais du point e), les mots "op te maken" doivent être remplacés par les mots "uit te werken".

Alinéa 3.

L'alinéa 3, devenant 4, serait mieux rédigé comme suit :

"L'administration peut exiger la production de tout document et renseignement complémentaires de nature à établir que le demandeur possède les qualifications requises et des moyens techniques suffisants".

.../...

Article 7.

La disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 7. Dans les quarante-cinq jours de l'accusé de réception du dossier, l'administration émet son avis motivé, le transmet au ministre et le notifie au demandeur.

Si l'avis n'est pas donné dans ce délai, l'administration est réputée avoir donné un avis favorable".

Article 8.

1. La loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ne prévoit pas que pourrait constituer une décision implicite le fait pour l'autorité de ne pas statuer dans le délai qui lui est imparti.

L'Exécutif ne peut, dès lors, organiser une telle procédure, comme il entend le faire au paragraphe 1er, alinéa 2.

Cet alinéa doit donc être omis.

2. Le texte néerlandais du paragraphe 1er, alinéas 1er et 3, devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

3. Au paragraphe 2, il faut écrire :

"§ 2. L'administration établit et tient à jour une liste des auteurs de projet agréés".

Article 9.

De l'accord du délégué de l'Exécutif, il faut écrire : "... toute modification de l'un des éléments indiqués dans sa demande d'agrément".

Article 10 (devenant l'article 6).

Cette disposition trouverait mieux sa place au chapitre II de l'arrêté en projet.

En outre, il y a lieu de remplacer dans le texte néerlandais le mot "documenten" par le mot "stukken" et le mot "opgemaakt" par le mot "uitgewerkt".

Article 11.

Aucune disposition de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, ni de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale, ne permet à l'Exécutif de prévoir, de manière générale, qu'un auteur de projet agréé, chargé de l'élaboration d'un plan particulier d'affectation du sol, ne

.../...

puisse être désigné comme chargé d'étude d'incidences lors de l'élaboration de ce plan ou pour des projets situés dans le périmètre du plan tant que celui-ci n'est pas entré en vigueur.

La disposition en projet doit donc être omise.

Article 12 (devenant l'article 10).

1. En conséquence de l'omission de l'article 11, le 1^o doit, lui aussi, être omis.

2. Il convient de préciser les hypothèses visées au 2^o. On peut se demander si le texte ne doit pas aussi faire référence aux cas visés à l'article 9.

En tout état de cause, il y a lieu, dans les hypothèses visées au 2^o, de prévoir une décision mettant fin à l'agrément. Cette procédure doit comprendre la faculté, pour l'intéressé, de faire valoir ses explications.

Le texte doit être revu pour tenir compte de ces observations.

3. Le texte néerlandais des 2^o et 3^o devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 13 (devenant l'article 11).

1. Le texte néerlandais du paragraphe 1er devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Au paragraphe 2, alinéa 1er, il n'y pas lieu de prévoir l'obligation de motiver la décision par laquelle l'Exécutif statue sur la demande d'agrément, cette obligation résultant de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

Le texte néerlandais des alinéas 1er et 2 devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Au paragraphe 3, alinéa 1er, il faut remplacer les mots "favorables à la procédure proposée par le ministre" par les mots "favorables, respectivement, à l'envoi d'un avertissement motivé et au retrait de l'agrément,".

4. L'audition visée au paragraphe 3, alinéa 2, doit également être prévue avant l'envoi d'un avertissement motivé.

Tenant compte de cette observation, le paragraphe 3, alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"L'avertissement motivé et le retrait d'agrément ne peuvent intervenir qu'après avoir donné à l'auteur de projet la possibilité d'être entendu par le ministre ou son délégué".

Article 14 (devenant l'article 12).

1. L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 12. Les personnes qui ont été désignées en qualité d'auteur de projet pour l'élaboration d'un plan particulier d'affectation du sol avant l'entrée en vigueur du présent arrêté poursuivent leur mission sans être tenues de satisfaire à celui-ci".

2. L'alinéa 2 est inutile et doit être omis.

Onderzoek van de tekst.Voordrachtformulier.

Zoals de Raad van State reeds meermaals heeft opgemerkt maken de Staatssecretarissen geen deel uit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve. In het voordrachtformulier dienen dus de woorden "en van de Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister-Voorzitter" te vervallen en in het ondertekeningsformulier de woorden "de Staatssecretaris R. HOTYAT".

Bepalend gedeelte.

Er wordt voorgesteld de ontworpen bepaling aan te vullen met de definitie van het bestuur en te schrijven :

"Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit bedoelt men met :

- 1° "minister" : het lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid stedenbouw behoort;
- 2° "bestuur" : het bestuur van de stedenbouw en de ruimtelijke ordening".

.../...

Artikel 2.

Die bepaling beperkt zich ertoe de inhoud van de ontworpen artikelen 4 en 5 van het ontworpen besluit aan te kondigen. Zij dient als overbodig te vervallen.

Artikel 3 (dat artikel 2 wordt).

Gezien de weglating van artikel 2 moet de bepaling als volgt worden gesteld :

"Art. 2. De erkenning als ontwerper voor het uitwerken van bijzondere bestemmingsplannen wordt verleend voor vijf jaar en is een of meer malen vernieuwbaar voor een zelfde periode.

Die periode gaat in op de datum van kennisgeving van de erkenning of van de vernieuwing ervan".

Artikel 4 (dat artikel 3 wordt).

De woorden "een Belgische of een daarmee gelijkgestelde universitaire instelling of door een instelling voor hoger onderwijs van het lange type" zijn dubbelzinnig. Zij dienen te worden verduidelijkt.

Onder dat voorbehoud wordt de volgende tekst voorgesteld :

.../...

"Art. 3. Om te worden erkend moeten de natuurlijke personen :

- 1° ofwel in het bezit zijn van een diploma van ruimtelijke ordening en stedebouw uitgereikt door ...;
- 2° ofwel doen blijken van ervaring of van bekwaamheid waardoor zij kunnen worden gelijkgesteld met de houders van zulk een diploma, door het indienen van ontwerpen van plannen of van soortgelijke stukken die zij overeenkomstig de regels der kunst hebben uitgewerkt".

Artikel 5 (dat artikel 4 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 4. Om te worden erkend moeten de rechtspersonen :

- 1° de ruimtelijke ordening of de stedebouw als doel hebben;
- 2° onder hun leiders of hun personeelsleden ten minste één natuurlijke persoon tellen die voldoet aan de in artikel 4 bedoelde vereiste;
- 3° zich ertoe verbinden die persoon of personen, wiens of wier naam op alle ingediende stukken moet voorkomen, aan te stellen voor het uitwerken van de bijzondere bestemmingsplannen".

.../...

Artikel 6 (dat artikel 5 wordt).Eerste lid.

Gelet op de in artikel 1, 2°, gegeven definitie, dienen de woorden "van de Stedebouw en de Ruimtelijke Ordening" als overbodig te vervallen.

Tweede lid.

1. Het begin van het tweede lid moet als volgt worden gesteld : "Bij de aanvraag worden de volgende stukken en inlichtingen gevoegd :".

2. In punt b) van de bepaling onder 1° zijn in de Franse tekst de woorden "les diplômes d'aptitudes" niet geschikt. Het zou beter zijn te schrijven : "les diplômes".

Voor b) wordt de volgende tekst voorgesteld :

"b) een nota, waarbij de deugdelijke bewijsstukken zijn gevoegd, met de omschrijving van de vakbekwaamheid, de diploma's, de beroepservaring die de aanvrager heeft alsmede van de technische middelen waarover hij beschikt voor het uitwerken van een bijzonder bestemmingsplan;"

.../...

3. Voor de bepaling onder 1^o, punt c), wordt de volgende tekst voorgesteld :

"c) de eventueel in een ander gewest of in het buitenland verleende erkenning om soortgelijke ontwerpen of ontwerpen die vergelijkbaar zijn met een bijzonder bestemmingsplan uit te werken;".

Dezelfde redactie wordt voorgesteld voor het tweede lid, 2^o, f).

4. Voor de bepaling onder 1^o, punt d), wordt de volgende tekst voorgesteld :

"d) ten minste één stedenbouwkundig werk naar keuze dat in de loop van de laatste drie jaar werd uitgevoerd;".

Dezelfde opmerking geldt voor de bepaling onder 2^o, g).

5. In de bepaling onder 1^o, punt e), mag de opsomming niet onderbroken worden door tussenzinnen. Dezelfde opmerking geldt voor de bepaling onder 2^o, h).

Die zinnen moeten worden verschoven naar het slot van de bepaling in de vorm van een nieuw derde lid dat begint met de woorden "Wat de in het tweede lid, 1^o, e) en 2^o, h), bedoelde verbintenissen betreft ...".

.../...

Voor de bepaling onder e) wordt de volgende redactie voorgesteld :

"e) de verbintenis van de aanvrager om onder geen beding deel te nemen aan het uitwerken of aan het uitvoeren van architectuur- of stedenbouwkundige ontwerpen binnen de zone van elk bijzonder bestemmingsplan met het uitwerken waarvan hij zou worden belast;".

Tweede lid, 2^o.

1. Het zou beter zijn punt a) als volgt te stellen :

"a) de rechtsvorm, de naam of firma, de zetel, de identiteit en de hoedanigheid van de ondertekenaar van de aanvraag;".

2. Punt b) lijkt tot gevolg te hebben elke mogelijkheid tot erkenning uit te sluiten van rechtspersonen waarvan de statuten en de akten van benoeming van de bestuurders niet moeten worden bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad, te weten de buitenlandse rechtspersonen; een zodanige uitsluiting is in strijd met de beginselen van de vrijheid van vestiging en van het vrij verrichten van diensten, die zijn neergelegd in de artikelen 52 en volgende en 59 en volgende van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap.

.../...

Bovendien zou het, in de gevallen waarin de statuten en de laatste akte van benoeming van de bestuurders bekendgemaakt zijn, eenvoudiger zijn een afschrift van de bekendgemaakte tekst te eisen.

De tekst moet dus worden herzien.

3. Het zou beter zijn punt c) als volgt te redigeren :

"c) de naamlijst van de bestuurders, de zaakvoerders en de personen die de rechtspersoon kunnen binden alsmede van de persoon of personen die aangesteld zijn voor het uitwerken van bijzondere bestemmingsplannen;".

4. In verband met de woorden "voor elke dezer personen" die voorkomen in punt d), rijst de vraag of het, gelet op het door het ontworpen besluit beoogde doel, niet overdreven is van elk van de in c) bedoelde personen te eisen dat zij de vereiste vakbekwaamheid, de vereiste diploma's en de vereiste beroepservaring bezitten.

De tekst moet dus worden herzien.

5. In punt e) vervange men de woorden "op te maken" door de woorden "uit te werken".

.../...

Derde lid.

Het derde lid, dat het vierde wordt, zou beter als volgt worden gesteld :

"Het bestuur kan de overlegging eisen van elk aanvullend stuk of elke aanvullende inlichting waarmee kan worden bewezen dat de aanvrager beschikt over de vereiste bekwaamheden en over voldoende technische middelen".

Artikel 7.

Het zou beter zijn de bepaling als volgt te stellen :

"Art. 7. Binnen vijfenveertig dagen na het ontvangstbewijs van het dossier, brengt het bestuur zijn gemotiveerd advies uit, zendt het toe aan de minister en brengt het ter kennis van de aanvrager.

Indien het advies niet binnen die termijn wordt uitgebracht, wordt het bestuur geacht een gunstig advies te hebben uitgebracht".

Artikel 8.

1. In de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen wordt niet bepaald dat het feit dat de overheid geen uitspraak

.../...

doet binnen de haar toegemeten termijn een impliciete beslissing zou kunnen vormen.

De Executieve mag bijgevolg geen zodanige procedure vaststellen, zoals zij dat beoogt te doen in paragraaf 1, tweede lid.

Dat lid moet dus vervallen.

2. Het begin van het eerste lid zou beter als volgt worden gesteld :

"§ 1. De minister brengt zijn met redenen omklede beslissing ter kennis van de aanvrager en van het bestuur binnen ... (voorts zoals in het ontwerp)".

In het derde lid schrijve men :

"Het besluit tot verlening van de erkenning wordt bij uittreksel bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad".

3. In paragraaf 2 schrijve men :

"§ 2. Het bestuur stelt een lijst op van de erkende ontwerpers en werkt deze bij".

.../...

Artikel 9.

In overeenstemming met de gemachtigde van de Executieve schrijve men : "... van elke wijziging van één van de in zijn erkenningsaanvraag vermelde gegevens".

Artikel 10 (dat artikel 6 wordt).

Die bepaling zou beter in hoofdstuk II van het ontworpen besluit komen te staan.

Bovendien vervange men het woord "documenten" door het woord "stukken" en het woord "opgemaakt" door het woord "uitgewerkt".

Artikel 11.

Op grond van geen enkele bepaling van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw noch van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van sommige projecten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kan de Executieve op algemene wijze voorschrijven dat een erkend ontwerper, belast met het uitwerken van een bijzonder bestemmingsplan, niet kan worden aangewezen als opdracht-houder voor een effectenstudie bij het uitwerken van dat plan of voor projecten die gelegen zijn binnen de zone van het plan zolang dit niet in werking is getreden.

.../...

De ontworpen bepaling moet dus vervallen.

Artikel 12 (dat artikel 10 wordt).

1. Als gevolg van het weglaten van artikel 11, dient de bepaling onder 1° eveneens te vervallen.

2. De in de bepaling onder 2° bedoelde gevallen behoren te worden verduidelijkt. De vraag rijst of in de tekst ook niet moet worden verwezen naar de in artikel 9 bedoelde gevallen.

Er dient, in de gevallen bedoeld in 2°, hoe dan ook te worden voorzien in een beslissing die een einde maakt aan de erkenning. In die procedure moet voor de belanghebbende de mogelijkheid worden opgenomen om zich te verantwoorden.

De tekst moet worden herzien om rekening te houden met die opmerkingen.

3. Voor de bepalingen onder 2° en 3° wordt de volgende redactie voorgesteld :

"2° ofwel niet meer voldoet aan de erkenningsvoorwaarden;

3° ofwel in vereffening werd gesteld of failliet werd verklaard of in staat van kennelijk onvermogen werd verklaard".

.../...

Artikel 13 (dat artikel 11 wordt).

1. Paragraaf 1, eerste lid, zou beter als volgt worden gesteld :

"Wanneer de minister van oordeel is dat de ontwerper een bijzonder bestemmingsplan van onvoldoende kwaliteit heeft gemaakt, kan hij ... toezenden".

In paragraaf 1, tweede lid, vervange men het woord "betekend" door het woord "ter kennis gebracht".

2. In paragraaf 2, eerste lid, behoeft niet te worden voorzien in de verplichting om de beslissing waarbij de Executieve uitspraak doet over de aanvraag tot erkenning te motiveren, aangezien die verplichting voortvloeit uit de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen.

Bovendien zou het dit eerste lid beter als volgt worden gesteld :

"Wanneer de minister na het ter kennis brengen van een waarschuwing van oordeel is dat het nieuwe ontwerp van bijzonder bestemmingsplan opnieuw van onvoldoende kwaliteit is, kan hij, na het advies te hebben ingewonnen van het ... de erkenning intrekken".

In paragraaf 2, tweede lid, vervange men het woord "betekend" door het woord "ter kennis gebracht".

.../...

3. Paragraaf 3, eerste lid, behoort als volgt te worden gesteld :

"§ 3. De adviezen van ... gevraagd met toepassing van de paragrafen 1 en 2, worden geacht gunstig te zijn wat betreft respectievelijk het toezenden van een gemotiveerde waarschuwing en de intrekking van de erkenning, wanneer ze binnen dertig dagen na de aanvraag ervan niet aan de minister zijn toegezonden".

4. In het in paragraaf 3, tweede lid, bedoelde horen moet eveneens worden voorzien vóór de toezending van een gemotiveerde waarschuwing.

Gelet op die opmerking zou het beter zijn paragraaf 3, tweede lid, als volgt te redigeren :

"Van de gemotiveerde waarschuwing en de intrekking van de erkenning kan pas sprake zijn wanneer de ontwerper de mogelijkheid is geboden gehoord te worden door de minister of diens gemachtigde".

Artikel 14 (dat artikel 12 wordt).

1. Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te stellen :

.../...

"Art. 12. De personen die vóór de inwerkingtreding van dit besluit zijn aangesteld als ontwerpers voor het uitwerken van een bijzonder bestemmingsplan zetten hun opdracht voort zonder het bepaalde in dit besluit te moeten nakomen".

2. Het tweede lid dient als overbodig te vervallen.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
P. HANSE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. J.-L. PAQUET, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. J.-L. PAQUET, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

C.-L. CLOSSET.